

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1<sup>re</sup> ANNÉE | N° 1

16 MAI 1924

PRIX : 2 FR.

On commence, en France (même en dehors les initiés de la politique étrangère, qui ne sont point légion), à savoir qu'il existe une question catalane. Ce journal est né pour la faire connaître au public et pour informer les journalistes et les hommes politiques d'un problème qu'ils ne peuvent ignorer plus longtemps.

Ce journal ne sera pas une banale feuille de propagande mais, avant tout, un élément d'information. La direction en a été confiée à un écrivain qui, dès longtemps, a su s'intéresser à la question et qui, la connaissant, saura aussi l'exposer avec la clarté propre à renforcer les sympathies qui unissent déjà tant de Catalans à tant de Français et tant de consciences catalanes à tant de consciences européennes et américaines.

## L'Amitié catalane et l'Amitié française

Peu après la conclusion de la paix, j'avais élevé en faveur des Catalans la protestation journalistique que m'inspiraient les faits dont ils se plaignaient. Autonomistes, ils se souvenaient peut-être que l'auteur de ces lignes avait signé plusieurs ouvrages consacrés au problème régionaliste, tel qu'en France il se pose.

Les Catalans ont bien raison de penser que le public de notre pays ignore tout de leurs revendications. L'autonomisme catalan, au vrai, n'a rien de commun avec ce qu'ici nous appelons régionalisme. A cheval sur les Pyrénées, partagée entre la France et l'Espagne, la « nation » catalane pourrait aspirer sans qu'il y eût rien d'illégitime en ce désir à une indépendance absolue, à une autonomie nationale complète, que, hâtons-nous de le dire, elle n'a point réclamée. Mais les habitants de la Catalogne, de l'autre côté des Pyrénées, sont en rapports étroits, constants, intimes, pourrais-je dire, avec ceux de leurs compatriotes naturels qui sont aussi les nôtres. Ils s'aperçoivent que la Catalogne française (c'est-à-dire la région sur laquelle rayonne l'influence de Perpignan) jouit de toutes les libertés propres à notre pays. Eux que le pouvoir castillan brime de mille façons, eux qui sont asservis au joug d'un pouvoir qu'ils ne reconnaissent pas pour leur, ils protestent contre l'intolérance dont ils sont victimes. Ils réprovent la tyrannie espagnole. Ils réclament, dans le cadre péninsulaire, l'autonomie administrative et politique du peuple catalan.

Ce n'est pas moi qui les en blâmerai. Mais c'est la sympathie des intelligences françaises qu'ils réclament de nous : cette sympathie qui, si longtemps, s'est manifestée par exemple aux Irlandais et qui, du consentement universel, dans des conditions voisines, a fini par obtenir, après de longues années de patience et de rayonnement, l'affranchissement de la République irlandaise.

D'autres pays, d'autres petites nations, de vrais-je dire, — et je pense, par exemple, à l'Arménie — sollicitent présentement le même intérêt de la république européenne qui passe non sans raison pour la patrie de la liberté et la terre promise des justes aspirations.

A ceux qui me diront qu'un Français ne doit pas, sous peine de compromettre les relations internationales de son pays avec les Etats voisins, se mêler de ce qui se passe hors de nos frontières, je répondrai que je suis citoyen d'Europe autant que citoyen de France. Toute notre influence dans le monde, nous la devons à cette confiance que nous ont toujours témoignée les peuples opprimés, implorant de nous l'intervention décisive dont la justice et la paix sont les prix ordinaires. Au ministre qui s'immiscerait dans les affaires des autres pays, les plus justes reproches seraient dus. Je ne suis point ministre et je n'ai point vendu la liberté que j'ai d'étudier à mon gré les questions de politique extérieure.

Le problème catalan se pose dans le cadre de la politique extérieure; il nous intéresse directement, eu égard à la fraternité qui nous lie à la Catalogne elle-même; il nous sollicite directement chaque fois qu'à l'issue d'un nouveau massacre, d'une nouvelle explosion de terrorisme, d'une répression trop sanglante, les Catalans se tournent vers nous. Nous qui sommes libres avons perdu la notion de ce que peut être l'existence en un pays où nul ne l'est encore. Aux visages angoissés par notre silence (abstention de pensée, paresse de courage), qu'ils tournent vers la France, que répond-on de France aux Catalans?

— Rien.

Certes, il ne nous appartient pas de préparer

l'expédition carliste qui les ferait passer d'un joug sous l'autre. Don Jaime de Bourbon est un plaisant garçon; mais cela ne suffit! — Soyons sérieux. On nous demande un peu de sympathie; nous n'avons jamais refusé cela. Mais la sympathie qui n'agit pas n'est pas d'une foi sincère. J'exposerai en ses détails les plus complexes le problème catalan au public qui voudra bien se former autour de ce journal, au fur et à mesure que s'écouleront les jours. Je termine ce premier article par le rappel de deux faits.

Lorsque le beau général Primo de Rivera vint constituer son gouvernement dictatorial à Madrid, il arrivait de Barcelone, capitale de la Catalogne, où, la veille encore, il commandait en gouverneur un corps d'armée. Il se disait sincèrement affligé d'avoir pu se rendre compte de l'injustice madrilène à l'égard des Catalans, et partisan de l'autonomie des régions dont il était le gouverneur. Arrivé au pouvoir, le beau général Primo n'a pas oublié la Catalogne. Il n'a pas oublié l'injustice; il l'aggrava. Il combattit les partisans de l'autonomie fomenta la protestation sourde ou violente pour prétexter les emprisonnements à Barcelone.

Second fait : historique, celui-ci. On sait quel foyer de germanophilie fut l'Espagne durant les guerres : la Castille militariste enrageait de ne pouvoir séconder les desseins de Guillaume le bon cousin. La Catalogne, gangrenée par le voisinage et la contagion, n'en resta pas moins le pays où fleurit obstinément l'amitié française. Quand les aventures du Maroc espagnol mirent en deuil toute l'Espagne, en Catalogne on se souvint que jamais l'opinion du peuple n'avait penché pour les hasards de la guerre, ni pour les aventures d'expéditions inutiles.

A trop grands traits, je résume des souvenirs qui sont les miens et que les documents que nous publions d'autre part étayeront tôt ou tard. Il s'agit d'enseigner la vérité : la tâche est agréable. Il s'agit de répandre une légende authentique plus belle que la fable : la tâche est facile. Il s'agit de faire communiquer deux amitiés : la tâche est noble.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## Un manifeste des intellectuels catalans

Dernièrement, un groupe d'intellectuels de Castille, parmi lesquels nous pouvons citer MM. Menendez Pidal, de la Real Academia; Ortega y Gasset, Bonilla y San Martín, Navarro Ledesma, ont adressé aux intellectuels de Catalogne un manifeste de sympathie, où ils réprovaient certaines des mesures prises par le Dictateur à l'égard de la Catalogne et de la culture catalane. Nous recevons communication de la réponse suivante, que des personnalités les plus éminentes des lettres catalanes viennent d'adresser, au nom des intellectuels de Catalogne, aux signataires de ce manifeste :

« C'est avec une émotion sincère que nous avons lu les paroles de sympathie et d'hommage à notre langue par lesquelles une éminente représentation des lettres castillanes prend noblement parti à propos de faits qui sont présents dans toutes les consciences. L'accent de ces paroles, que nous avons plaisir à ressentir, nous permet de deviner la sincérité du sentiment qui les dicte et cette sympathie intelligente que nous ne trouvons jamais dans les vaines adulations de ceux qui, pour nous aimer, nous voudraient dépouillés de notre personnalité.

« Menendez y Pelayo l'a dit lui-même en catalan, en s'adressant à la Couronne à l'occasion d'une fête de jeux floraux qui maintenant ne pourrait plus se reproduire :

« Les langues, signes et conditions essentielles de « la race, ne se forgent pas capricieusement. Ce ne « sont pas des créations de la force. On ne peut ni les « interdire, ni les imposer par la loi. On ne les accepte pas et on ne les rejette pas à volonté, car il « n'est rien de plus inviolable et de plus sacré dans « la conscience des hommes que ce cœur invisible, « trait d'union entre la parole et la pensée. Et il n'est « pas de plus grand sacrilège, ni en même temps de « plus inutile, que la prétention d'enchaîner ce que « Dieu a fait spirituel et libre : le verbe humain, faible « reflet à demi éteint, mais reflet cependant de la parole divine. »

« Nous sommes reconnaissants de tout notre cœur à ceux qui ont compris que de toutes les vexations dont on a exaspéré, tout en voulant le diminuer, le désir d'autonomie du peuple catalan, aucune ne nous a tant offensés que l'interdiction de notre langue sur notre propre sol. Privée du droit de cité, elle a été interdite au maître, à l'enfant et à l'ouvrier dans les écoles : on l'a expulsée des centres littéraires; on l'a menacée jusque dans les temples.

« Quant à nous, nous déclarons que la langue et la nation qui ont donné au monde la profonde mystique de Castille et qui possèdent dans Cervantès un des génies les plus riches de sympathie et d'humanité, n'ont

pas besoin pour s'assurer la fidélité et le respect de chacun de nous que ceux-là qui sans doute les méconnaissent le plus viennent exercer en leur nom des contraintes si blessantes pour nous.

« La volonté que nous formulons à nouveau d'affirmer et de perpétuer notre personnalité de peuple, dont la langue est le signe le plus vivant et le moins équivoque, ne sera jamais un obstacle à la compréhension généreuse de ceux qui ne font pas de notre mutilation spirituelle une condition préalable pour nous admettre à une égalité de droits qui, ainsi conditionnée, n'existerait plus.

« Toutefois, quelle que soit la fin réservée à la lutte actuelle, fidèles à la fraternité des esprits libres, nous sommes heureux, par-dessus ceux qui ne savent ni aimer ni comprendre, de tendre, en signe de gratitude et de cordialité, notre main, à la main qui nous est tendue. »

Voici les noms des principaux signataires de la réponse :

MM. Rahola, publiciste; Rubió i Lluch, professeur; Pi i Sunyer, professeur; Millet, directeur de l'Orfeo Català; Tarró, professeur; Alcover, poète; Alomar, poète; Ferrà, poète; Givanel, écrivain; Estelrich, écrivain; Gali, pédagogue; Rusinyol, peintre; Mme Antònia Salvà, poétesse; MM. Artigas, écrivain; Jordi Rubió, professeur; Gual, dramaturge.

Ont également signé la plupart des personnalités marquantes de la littérature, de l'Université, de l'art et de la presse.

## PRIMO DE RIVERA interdit aux Catalans de parler leur langue

Le gouvernement du général Primo de Rivera continue sa campagne de persécutions contre les Catalans, leur langue et leurs traditions. La Catalogne a déjà connu la violence du nationalisme espagnol; elle a su résister; elle résiste encore. Les intellectuels de Castille, eux-mêmes écartés de la bassesse de leur gouvernement, ont envoyé aux intellectuels catalans une adresse de sympathie, dont une copie a été transmise au général de M. Alphonse. Les Catalans répondent aux Castillans par un manifeste que la censure espagnole ne permet pas d'imprimer. Nous en avons le texte entre les mains. Les Catalans réclament en somme le droit de parler et d'enseigner leur langue maternelle. C'est bien modeste. Mais c'est encore trop pour le général commandant l'Espagne.

Mais nous signalons volontiers des faits qui marquent le mépris où tombe de plus en plus le fascisme espagnol.

## Une requête catalane à la Société des Nations

Agissant en son nom personnel « et comme représentant du peuple de la Catalogne », le professeur M. Massó Llorens, député de la Catalogne, vient d'adresser une requête à la Société des Nations; cette requête, déclare-t-il, a pour but d'épuiser toutes les tentatives d'une solution amicale, touchant le conflit hispano-catalan.

Le mémoire du professeur Massó Llorens reproduit les décrets du gouvernement espagnol qui attentent à la liberté politique et intellectuelle de la Catalogne. C'est, tout d'abord, le décret du 18 septembre 1923 contre le séparatisme et contre l'usage de la langue et du drapeau catalans; c'est celui qui dissout les conseils généraux et la Mancomunitat de Catalogne; celui qui supprime le jury auprès du tribunal; ceux, d'ordre général, applicables à toute l'Espagne en vertu de la suspension des garanties constitutionnelles.

Certaines mesures émeuvent particulièrement la Catalogne parce qu'elles ont trait au langage, dont l'usage est pourtant garanti par la Société des Nations aux minorités nationales. Un arrêté du gouverneur général de Gironne interdit l'usage du catalan dans la documentation et même dans la conversation au Conseil général, comme la direction générale de l'enseignement primaire interdit, en Catalogne, aux instituteurs l'usage d'une autre langue que l'espagnol. L'enseignement volontaire du catalan dans les écoles officielles a été interdit par ordre royal dès 1923, puis le gouvernement est descendu dans les détails : les sociétés d'assurance ont dû renoncer à la langue catalane; les annonces en catalan sur les boîtes d'allumettes, les étiquettes des produits pharmaceutiques, les prospectus et circulaires commerciaux furent aussi interdits. Enfin les journaux catalans *Natura* et *Baig Penedès* furent contraints, à partir du 1<sup>er</sup> février 1924, de faire la traduction de leurs écrits.

Telles sont les dispositions administratives qui exaspèrent les partisans de l'autonomie et du séparatisme en Catalogne et qui trouvent leur écho dans la requête soumise au Conseil de la Société des Nations.

(Journal de Genève, 29 avril 1924.)

## Notes sur la Catalogne

On ne peut affirmer qu'avant le x<sup>e</sup> siècle la Catalogne ait été un peuple au sens où nous l'entendons aujourd'hui, c'est-à-dire un ensemble d'individus que rapprochent des coutumes, des intérêts ou un langage semblable. Toutefois, il est établi qu'avant cette date déjà, la transformation du latin avait dû aboutir à un langage n'ayant que très peu de points de contact avec celui parlé dans le reste de l'Espagne. C'est du x<sup>e</sup> siècle que datent les premiers monuments linguistiques de la langue catalane, c'est aussi à cette date que le sentiment national commence à éclore. L'incorporation des différents comtés de Catalogne au comté de Barcelone, à la suite des luttes contre les musulmans, eurent pour résultat qu'à la fin du x<sup>e</sup> siècle la Catalogne était déjà indépendante.

C'est durant la période qui s'étend du xi<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle que le sentiment national catalan atteignit son apogée. Uni par la personne de son monarque au royaume d'Aragon, celui de Catalogne connut une grande prospérité. Prospérité politique et commerciale avant tout : la conquête des îles Baléares, l'acquisition de la Sicile, de la Sardaigne, de Naples lui assurèrent à cette époque une hégémonie totale de la Méditerranée. De grandes expéditions en Grèce, en Berbérie, en Asie Mineure, l'établissement de colonies marchandes en Afrique du Nord en firent une puissance commerciale et maritime de premier ordre. L'hégémonie maritime de la Catalogne au moyen âge, résultat d'un plan méthodiquement poursuivi d'extension méditerranéenne, pourrait être comparée, toutes proportions gardées, à celle de la Grande-Bretagne à l'époque contemporaine, surtout si l'on considère que la Méditerranée était à cette époque la seule mer où le commerce était possible.

Prospérité littéraire également : Tous les genres furent cultivés dans la langue catalane; ceux dans lesquels la renommée de la Catalogne dépassa les frontières du pays furent principalement les mémoires historiques, l'éloquence parlementaire et juridique, qui, dans les « corts » catalanes s'élevèrent à une telle hauteur, et surtout la philosophie, illustrée par le grand Raymond Lulle, qui le premier en Europe, écrivit un système de l'univers dans une langue vulgaire.

C'est de l'union avec l'Espagne que date le déclin du sentiment national en Catalogne, au début du xvi<sup>e</sup> siècle. On assiste à une emprise croissante du gouvernement espagnol, qui, peu à peu, castillanise toutes les institutions et remplace le catalan par le castillan comme langue officielle, au début du xviii<sup>e</sup> siècle. Ceci fut l'aboutissement de deux siècles d'efforts, mais n'alla pas sans troubles graves, qui dégénérent parfois en sanglantes révoltes. Il y en a deux particulièrement qu'il convient de citer : la guerre de Séparation, connue aussi sous le nom de « Guerre des Faucheurs », qui obligea Philippe IV à promettre de respecter l'autonomie catalane et à céder le Roussillon à la France; puis la lutte contre Philippe V, qui fut fatale à la Catalogne. Elle se termina par la prise de Barcelone (1714), et la publication, deux ans plus tard du décret de *Nova Planta*, dans lequel le roi d'Espagne proclame son droit de conquête sur la Catalogne, et qui débute ainsi : « *Habiendo pacificado mis armas el Principado de Cataluña, tocaba a mi soberania establecer gobierno en él* » (« Mes armes ayant pacifié la principauté de Catalogne, il appartenait à ma souveraineté d'y établir un gouvernement »).

Parallèlement à l'appauvrissement de la Catalogne, la décadence de l'esprit national se poursuivit durant tout le xviii<sup>e</sup> siècle. La découverte de l'Amérique décala peu à peu le centre d'activité du commerce maritime, et les négligences d'une administration mal organisée contribuèrent à la ruine.

C'est à la fin de ce même siècle que se réveilla le sentiment national. La défense qui avait été faite aux Catalans d'aller coloniser en Amérique et d'y faire du commerce avait eu pour résultat de maintenir dans le pays les hommes d'initiative, tandis que, progressivement l'Espagne s'affaiblissait en poussant ses sujets vers des aventures lointaines. Cette différence de condition devait se traduire tôt ou tard par une différence de mentalité, qui s'accrut et reprit sa vigueur d'autrefois.

Les grands travaux d'unification de la langue, d'histoire et d'histoire littéraire, l'étude approfondie du folklore national, de la musique et des danses populaires, le recommencement d'une littérature catalane, qui redevint remarquablement puissante et produisit des hommes de génie comme Verdager, tels sont les facteurs qui préparèrent le réveil de la conscience nationale. Mais nous arrivons à la période contemporaine, et il convient dès lors de ne s'avancer qu'à coup sûr sur le terrain dangereux de l'actualité. Qu'il nous suffise de dire pour terminer que, depuis le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, l'opinion catalane s'est de plus en plus orientée vers les idées d'autonomie, passant par les différentes phases de l'autonomisme, du régionalisme, du nationalisme, pour aboutir enfin à la phase extrême qu'elle traverse actuellement, celle du séparatisme.

R.